

Proposer des prestations de traduction spécialisée dans le domaine juridique

RS7433 · RS · Publiée

L'essentiel

Code(s) NSF	128, 136d, 136g
Formacode(s)	15231, 13231, 13258
Type d'enregistrement	Enregistrement sur demande
Date d'enregistrement	18/12/2025
Date d'échéance	18/12/2028

Certificateur(s)

EDVENN · SIRET : 51198209200054

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

La certification s'adresse aux traducteurs, généralistes ou spécialisés dans d'autres domaines que le juridique (marketing, financier, technique...) souhaitant développer leur activité en proposant de nouvelles prestations en traduction juridique grâce à des compétences complémentaires solides et spécifiques à la matière juridique.

COMPÉTENCES ATTESTÉES

- Analyser l'environnement juridique international et les intrications inhérentes à son fonctionnement, en identifiant les systèmes de droit (common law, droit romano-germanique...) les branches du droit (droit civil, droit pénal, droit de la famille, droit commercial, droit international...) et les acteurs (juridictions, auxiliaires de justice, ordres, justiciables, services juridiques...) en cause dans les contextes source et cible, en évaluant leurs points communs et différences et en étudiant leurs interactions, afin d'appréhender les enjeux spécifiques et particularités (institutionnelles, culturelles, linguistiques, de pratiques, prise en compte des situations de handicap...) de chaque prestation et de tenir compte de cette analyse comparée dans la réalisation des prestations.
- Mettre en place une veille spécifique au domaine juridique, en s'appuyant sur des sources spécialisées (publications/revues d'actualité juridique, publications académiques...) afin d'identifier les tendances, actualités et évolutions du secteur susceptibles d'avoir une incidence sur les prestations de traduction spécialisées dans le domaine juridique (concepts, terminologie, réglementations notamment s'agissant de la prise en compte du handicap...) et d'anticiper les besoins de la clientèle.
- Rechercher des équivalences parmi les concepts et termes juridiques ainsi que dans les composantes de l'ordonnancement juridictionnel des contextes source et cible, en les comparant et en sélectionnant les solutions de traduction idoines (maintien du terme en langue source, traduction directe, périphrase explicative, transposition, reformulation...), afin de garantir un cadre terminologique et conceptuel juste et fonctionnel dans le contexte juridique cible et garantir ainsi la qualité et l'utilisabilité de la traduction à produire.
- Adapter la phraséologie, le style rédactionnel, le registre de langue ainsi que le formalisme attaché à ses productions aux spécificités de la traduction juridique, selon la nature (acte notarié, décision de justice, contrat, article...) et la branche du droit (droit immobilier, droit social, droit pénal, droit des sociétés...) du texte source, en s'appuyant sur les résultats de ses recherches documentaires et terminologiques, afin de produire des traductions justes, fidèles et conformes aux exigences propres au domaine juridique dans le contexte cible.
- Adapter ses stratégies (commerciale, marketing, communication...), processus et outils de travail aux spécificités du domaine juridique (création et enrichissement de bases terminologiques et de mémoires de traduction spécialisées, pertinence du recours à la traduction automatique et à l'IA), en tenant compte du type de clientèle (cabinets d'avocats, études notariales, tribunaux, entreprises, clientèle en situation de handicap...), du contexte, des

exigences et des risques liés aux prestations visées (respect des délais, du secret professionnel, risques liés à la confidentialité, obligations RSE...), afin de répondre de façon appropriée aux besoins du secteur, de valoriser son expertise en traduction juridique et d'ainsi développer et fidéliser sa clientèle.

Voies d'accès

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

- Avoir reçu un avis favorable de la commission d'admission sur son dossier, permettant de vérifier la cohérence entre le projet du candidat et les objectifs de la formation.
- Transmettre une preuve de l'existence de son entreprise de traduction, ou un diplôme de traduction, ou la validation d'un test de traduction organisé par Edvenn.
- Maîtriser les outils bureautiques de base.

COMPOSITION DU JURY — FORMATION CONTINUE

- un représentant de l'organisme certificateur EDVENN,
- deux professionnels extérieurs à EDVENN, dont la qualité est en lien avec la certification visée. Un de ces deux professionnels occupe la fonction de président du jury.

Base légale

Date de décision	18/12/2025
Durée de l'enregistrement	3 ans
Date d'échéance de l'enregistrement	18/12/2028
Date de dernière délivrance possible	17/06/2029

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

<https://edvenn.com/nos-formations/formation-traduction-juridique/>

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rs/7433/>

Où se former

Formations référencées	1
Organismes	1
Régions couvertes	0
Prix indicatif	5 200 €

Offre de formation — MonCompteFormation (Caisse des Dépôts), licence ouverte.

Entrées et sorties de formation

Entrées en formation	11
Parcours menés à terme	0
Taux d'achèvement	0 %
Période	03/2026 – 09/2026

Entrées et sorties — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.

Demande CPF — formations engagées

Dossiers CPF engagés	11
Montant total engagé	23 838 €
Coût moyen par dossier	2 167 €
Durée moyenne	240 h
Période	02/2026 – 08/2026
France compétences	90 %
Reste à charge titulaire	7 %
France Travail	3 %
Compte d'engagement citoyen	1 %

Formations engagées via le CPF — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.